



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 12 novembre 2024

**portant mise en demeure la société KERMEL située à Colmar (68000) de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux produits et équipements à risques**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, relatif aux produits et équipements à risques, article L.557-1 et suivants, et R.557-1 et suivants ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- VU le guide de l'AQUAP relatif aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement, référencé AQUAP 2005/01 version 04 ;
- VU le rapport de l'Inspection de l'environnement référencé SPRA-PRA-24-R-410 en date du 26 août 2024 transmis à l'exploitant avec le projet d'arrêté préfectoral dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU les remarques transmises par l'exploitant en date du 20 septembre et du 2 octobre 2024 en retour à la consultation faite du présent projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** la présence sur le site inspecté d'équipements sous pression réglementés par le chapitre VII « Produits et équipements à risques » issu du titre V, livre V du code de l'environnement et de ses textes pris en application, notamment la présence des cuves A et B de PS 4 bars, V 8100 litres, fabriquées par HONORÉ en 2015 (numéros de fabrication K210 et K220, respectivement) ;

**CONSIDÉRANT** qu'au titre de l'article L.557-2 du code de l'environnement, la société KERMEL est l'exploitant de ces équipements ;

DREAL Grand Est - Unité Départementale du Haut-Rhin  
2 place du général De Gaulle  
68100 MULHOUSE  
Tél. : 03 89 66 66 67

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du site le 08 juillet 2024, les inspecteurs de l'environnement ont également constaté que la liste des équipements sous pression de l'exploitant n'est pas conforme au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de cette même visite, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que les registres des cuves A et B précitées, requis par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé, ne sont que partiellement complétés ;

CONSIDÉRANT que, lors de cette même visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de contrôle prévu au titre du guide AQUAP 2005/01 susvisé des cuves A et B précitées, qui décrit notamment le décalorifugeage partiel des équipements, alors que ce document fait partie du dossier d'exploitation imposé par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que le plan de contrôle susmentionné est requis pour la réalisation des contrôles réglementaires de l'équipement puisque l'ensemble des calorifuges ne sont pas déposés lors de ceux-ci ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'Inspection de l'environnement le plan de contrôle susmentionné par courriel du 2 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte les conditions d'utilisation des réacteurs A et B définies par le fabricant et figurant dans la notice d'instructions en ce qui concerne le fait que les équipements ne doivent pas être soumis à la fatigue ;

CONSIDÉRANT que les non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.557-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT en conséquence que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du chapitre VII « Produits et équipements à risques » issu du titre V, livre V du code de l'environnement et de ses textes pris en application ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société KERMEL, dont le siège social est situé 20 rue Ampère à Colmar (68000), est mise en demeure de régulariser la situation de son établissement sis à la même adresse (ci-après nommé « exploitant »), au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.

À cette fin, l'exploitant doit :

- sous **trois mois** compléter la liste de ses équipements sous pression pour la rendre conforme au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé, puis transmettre sa liste ainsi complétée à la DREAL du Grand Est ;
- sous **trois mois** transmettre à la DREAL du Grand Est les registres, requis par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé, des cuves A et B de PS 4 bars, V 8 100 litres, fabriquées par HONORÉ en 2015, respectivement numéros de fabrication K210 et K220 ;
- sous **six mois** respecter les conditions d'utilisation des réacteurs A et B définies par le fabricant et figurant dans la notice d'instructions en ce qui concerne le fait que les équipements ne doivent pas être soumis à la fatigue et ce, conformément aux dispositions de l'article R. 557-14-2 du code de l'environnement ;

#### **Article 2 :**

Jusqu'à la levée de la mise en demeure, la société KERMEL met en place les mesures conservatoires suivantes palliant la non-conformité visée au dernier point de l'article 1<sup>er</sup> :

- un contrôle visuel d'absence de fuite, tracé dans un registre, est réalisé une fois par jour par les opérateurs de production,
- un ressuage est réalisé, par un personnel qualifié, sur les points de piquage bas lors du prochain arrêt technique de décembre 2024.

Les résultats du ressuage seront transmis à l'Inspection des installations classées dès réception par l'exploitant.

#### **Article 3 :**

L'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 portant mise en demeure à l'exploitant au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression est abrogé.

#### **Article 4 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 5:- Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

#### **Article 6 :- Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 12 novembre 2024

le préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général



Augustin CELLARD

